



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Départementale de la Vendée  
Cité administrative Travot  
10 rue du 93ème régiment d'infanterie - bât A2  
85000 La Roche sur Yon  
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-  
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 18 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

BG VIANDES  
rue de La Groix  
85370 Nalliers

Références : D23.0402

Code AIOT : 0006301304

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement BG VIANDES implanté rue de La Groix 85370 Nalliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BG VIANDES
- rue de La Groix 85370 Nalliers
- Code AIOT : 0006301304
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BG Viandes exploite une usine de découpe, transformation et conditionnement de viandes crues sur le territoire de la commune de Nalliers

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Changement d'exploitant
- Niveau d'activité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Changement d'exploitant | Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-47 | /                                                                                                          | Sans objet        |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | situation administrative | Arrêté Préfectoral du 03/03/1995, article 2 et 3 | /                                                                                                          | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site a nettement diminué depuis l'autorisation d'exploiter du 3 mars 1995. L'inspection a permis de vérifier le niveau d'activité actuel, qui se situe au-dessous du seuil de l'enregistrement pour la rubrique 2221.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Changement d'exploitant

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-47                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.<br><br>II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br>Le site (anciennement SCAVIA) a été repris par la société BG Viandes depuis le 1 <sup>er</sup> mai 2018. Le                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| changement d'exploitant n'a pas été notifié au préfet de la Vendée.                                                                                                                                          |
| <b>Observations :</b> Il convient d'informer le préfet de la Vendée du changement d'exploitant conformément au code de l'environnement. Un extrait Kbis peut être utilement joint au courrier d'information. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                    |

## N° 2 : situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/1995, article 2 et 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Monsieur le directeur de la société PROD'HOMME est autorisé, sous la stricte observation des dispositions du présent arrêté, à agrandir l'exploitation de son unité de transformation de produits carnés sise rue Victor-Hugo sur le territoire de la commune de Nalliers.</p> <p>Les activités faisant l'objet de la présente régularisation sont soumises à autorisation pour les rubriques :</p> <p>2221.1°. préparation ou conservation des produits alimentaires d'origine animale : production de 20 t/jour, 2400 t/an</p> <p>[...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site BG Viandes est spécialisé dans la découpe, la préparation et le conditionnement de viandes (principalement de viandes bovines). Le site élabore des produits tels que des steaks hachés, des paupiettes, des émincés, des viandes marinées et des saucisses.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation du site fixe un niveau d'activité à 20 t/j pour la rubrique 2221 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Depuis, le niveau d'activité du site a diminué. Lors de la visite, la quantité de matières premières animales entrante dans le process a été vérifiée pour l'année 2022 et depuis le début de l'année 2023.</p> <p>Lors des semaines de fortes activité (juin), la quantité maximale de viandes entrante dans le process est d'environ 2 tonnes par jour. En moyenne journalière annuelle, cette quantité est d'environ 1 tonne par jour.</p>                     |
| <p><b>Observations :</b> La rubrique 2221 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a été modifiée par le décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017. Le seuil de l'enregistrement, qui était auparavant de 2 t/j, est passé à 4 t/j.</p> <p>L'exploitant n'ayant pas déposé de dossier de télédéclaration, ni demandé à ce que les installations soient gérées suivant les règles de procédure de la déclaration, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 mars 1995 reste applicable. L'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'il peut faire la demande au préfet de la Vendée pour que le site relève du régime de la déclaration et soit géré suivant les règles de procédure de la déclaration (arrêté ministériel du 9 août 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2221).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |